Numéro 10

Samedi
13 octobre

Prix : 1 F.

12 Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Monnier, Maire d'Angers : « Les communistes ont rompu l'accord de solidarité municipale » • Bretagne : paralysie des hôpitaux publics • Mots croisés avec Gérard Delfau • Amendes de police : les riches pourront récidiver • Centrafrique : que la vérité soit faite • PTT : menaces pour les journaux • Chômage : le pire va moins mal • J. Delors : le consensus en question

Commission d'enquête en Centrafrique

Chiche M. Galley ?

L'Afrique aux Africains. Cas d'ingérence dans les affaires d'un Etat étranger : la doctrine officielle de la France giscardienne demeure ferme et inébranlable.

Pourtant, les deux présidents Centrafricains - l'ancien et le nouveau - sont en ce moment tous les deux sous bonne garde de l'armée française ! Protection et surveillance confondues.

Dako installé et maintenu à Bangui par les paras et les légionnaires. Monsieur Messmer lui-même, qui connaît bien le coin et la légion, a dit l'autre jour : «Dako a si peu de caractère que si nos troupes s'en vont, il s'en ira avec elles» Donc elles restent. Quant à Bokassa, assigné à résidence par le gouvernement français en Côte d'Ivoire, on le protège là-bas de très très près. On filtre soigneusement ses visiteurs. Il ne faudrait pas qu'il s'avise de dire ce qu'il peut avoir à dire. Les commandos du corps expéditionnaire sont là pour y veiller. Il ne faudrait surtout pas que l'ex-généreux ami devenu si gênant, devienne en plus témoin à charge. Car, après tout, lui sait bien, à qui, combien et quand, il a donné des gros diamants. C'est bien pourquoi le pouvoir n'a pas d'autre attitude possible que de se draper souverainement dans le mépris de la vérité.

Tout ça écoeure Monsieur Barre et indigne le porte-parole de l'Elysée.

Qu'est-ce qui les écoeure et les indigne ? Les faits ? Non pas. Mais que l'on ose en parler. Que l'on en parle un peu en dépit de la censure établie à l'A.F.P. et des pressions sur les journalistes, les radios et les télés.

La vérité, tout de suite

Le premier intéressé, lui, a choisi de se taire. Que peut-il faire d'autre ? Ou bien il parle d'autre chose. Comme à la télé, où on ne l'a vu que trois fois dans le même journal jeudi soir : au sujet de Picasso, en avant-première de son voyage à Poitiers, et à propos de l'enfance. Là il a eu tout de même ce mot : «actuellement les forces diverses du mal témoignent d'une singulière activité». Il fallait que ce fût dit.

Comme il faudrait que la vérité soit faite. C'est facile. Le groupe socialiste a demandé une commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France dans les évènements de Centrafrique.

Il paraît que le ministre de la Coopération serait d'accord. Si ce n'est pas une simple astuce pour apparaître comme celui-qui-n'a-rien-a-cacher, qu'il fasse ce qu'il faut. Et tout de suite. Il est membre du gouvernement et de la majorité, il a donc tous les moyens nécessaires. Et il sait que l'opposition votera pour cette commission d'enquête puisqu'elle la réclame. Vous êtes chiche Monsieur Galley ?

Georges Fillioud

épinglé

« Il ne faut tout de même pas prendre les Français pour des imbéciles ».

Olivier Stirn - Europe 1, 8h40 - à propos des diamants du Président.

Municipalité Angers

Les communistes rompent les accords d'union

A la suite d'un long conflit au sein de son conseil municipal, né d'une réforme indispensable des transports en commun, Jean Monnier, maire d'Angers, vient de confirmer par lettre aux élus communistes de la ville, la décision qu'il a du prendre de leur retirer les délégations de compétence et de signature. Décision prise « après consultation de tous les adjoints et conseillers municipaux socialistes et MRG, après mûre réflexion et confrontation de point de vue ».

« Il me paraît nécessaire de rappeler que la délégation des responsabilités du maire à un adjoint implique un climat de confiance et de cohésion et un respect rigoureux de la solidarité entre le maire et celui qui agit et parle en son nom. Tous les Angevins ont pu constater, particulièrement au cours des dernières semaines, que vous n'avez pas respecté ces conditions élémentaires d'une responsabilité partagée.

« Lorsque le 27 septembre dernier, quatorzième jour du conflit des travailleurs de la COTRA, je vous ai, en réunion de municipalité demandé de choisir entre la solidarité de gestion municipale ou la constitution d'un groupe d'opposition, d'en finir avec le double langage... vous ne pouviez pas vous tromper sur le sérieux et la gravité de la question posée. Vous n'avez pas voulu répondre clairement à cette question simple et précise.

« C'est pourquoi par lettre du 2 octobre, après les tracts, le journal de votre parti, les articles de presse et les déclarations de vous-même, de votre fédération ou de Claude Poperen, j'ai pris la peine, en pesant chacun des mots, d'exposer sans aucun détour les reproches que je vous adressais. Je terminais cette lettre ouverte par une alternative et un choix sur lesquels je vous laissais bien entendu toute liberté de vous prononcer.

« Vous n'avez pas répondu, vous n'avez pas pris les engagements honnêtes et courageux que vous auriez du prendre face aux travailleurs de la COTRA et de la population angevine. Le droit à la différence que vous réclamez aurait pu vous inciter à exprimer vos contre-propositions au plan de sauvetage des transports que vous avez

(suite en page 2)

POSITION

Le consensus en question

par Jacques Delors

Pauvre petit mot bafoué, malmené, suivant la mauvaise foi entretenue par les uns et la mystification dessinée par les autres ! En bref, nous voilà au centre d'une nouvelle bataille d'Hernani.

Commençons donc par préciser le terme : «Le terme consensus signifie un accord quasi général sur certaines valeurs vécues par une société, ou bien sur certaines orientations fondamentales»

Mais on l'emploie aussi, et de plus en plus, dans une acception plus restrictive et opérationnelle. C'est alors une base sociale élargie pour accepter, explicitement ou implicitement, une certaine discipline économique. Tous les gouvernements rêvent de pouvoir y recourir pour affronter la présente crise. Certains y parviennent, d'autres pas »

C'est cette définition que je proposais dans la revue «Pouvoirs», avant les élections de mars 78, en expliquant ensuite comment les socialistes au pouvoir s'y prendraient pour recueillir le plus large assentiment possible pour leur politique et je concluais :

«C'est en ce sens que je considère la recherche et l'élargissement du consensus comme un élément fondamental d'une action politique s'inscrivant dans l'esprit d'un pluralisme authentiquement vécu et dans la perspective d'une profonde mutation de notre société, pour la mettre en mesure de sortir de la crise, de répondre aux défis de civilisation... et surtout de demeurer une collectivité nationale vivante et debout»

Si j'en crois «L'Humanité», les socialistes seraient en pleine hérésie en parlant du consensus. Et ce journal de sonner la charge à coup de citations tronquées. Répondant à des questions du journal «La Croix», et voulant démontrer qu'il y avait une alternative sérieuse à la politique économique actuellement suivie et dont on voit les effets néfastes, j'avais indiqué : «D'où la nécessité, à côté d'une politique monétaire plus rigoureuse annulant les effets nocifs du nécessaire déficit budgétaire,



Photo Melloul-Sygma

d'une concertation étroite entre les pouvoirs publics, les organisations professionnelles et les syndicats, une sorte d'accord général de programmation sociale».

Le journal communiste reprend cette phrase pour se livrer à son sport favori : l'attaque contre les socialistes. Comme s'il n'y avait pas mieux à faire pour soutenir les luttes des travailleurs et arracher des concessions à un pouvoir politique et à un patronat qui ne comprennent que les rapports de forces.

Aussi, «L'Humanité» s'est-elle bien gardée de citer l'autre phrase de ma déclaration qui resituait l'affaire du consensus à sa juste place ; «Ceci étant dit, et c'est là que la politique reprend le dessus, qui d'autre qu'une majorité de gauche pourrait accepter et supporter ce véritable changement dans les relations sociales et dans une politique économique largement concertée ?»

Cette mise au point étant faite, revenons à l'essentiel, c'est-à-dire à la mystification giscardienne. «Serrons les coudes» dit le Président. Mais au nom de quoi ! De la solidarité nationale ?

Comment monsieur Giscard d'Estaing et monsieur Barre pourraient-ils l'invoquer, alors qu'ils n'ont donné suite à aucun des projets lancés à grands fracas. Qu'il s'agisse de la réforme de l'entreprise, de la réforme de la fiscalité (et notamment de l'impôt sur le capital), des garanties données à l'épargne populaire, rien n'a été fait.

Prenons un exemple simple et tout récent. Toutes les statistiques montrent que le SMIC est non seulement en retard sur l'évolution des salaires moyens, mais en plus que son pouvoir d'achat a été amputé à deux reprises par l'augmentation des cotisations sociales. Si bien que les «smicards» doivent se serrer la ceinture, avant de songer à se serrer les coudes. Or, que propose, Raymond Barre aux syndicats : la création d'un groupe de travail sur «les répercussions possibles de la hausse des bas salaires» !

Ce profond dédain de la solidarité élémentaire s'accompagne d'une pratique cynique à l'égard des organisations syndicales. Pour ceux qui seraient encore sensibles à la musique douce du pouvoir, faut-il rappeler qu'il y bientôt dix huit mois, les mass média reprennaient en choeur l'hymne à «l'ouverture sociale» chanté par les choristes de l'Elysée et de Matignon.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Si l'on excepte les accords conclus entre le patronat et les syndicats pour la revalorisation des minima de salaires par branches, aucun progrès n'a été réalisé, ni dans le domaine de la réduction du temps de travail, ni dans celui des droits des travailleurs dans l'entreprise, à commencer par la possibilité qui devrait leur être donnée de s'exprimer sur leurs propres conditions de travail. Bien au contraire, on amplifie la chasse aux délégués syndicaux en les comprenant de plus en plus dans les opérations de licenciement.

Doit-on souligner une fois de plus que le consensus ne se proclame pas, ne se chante pas, il se mérite, grâce à une action politique soutenue par les forces du travail, par une traduction concrète des idées de solidarité et de justice, par un projet qui dynamise la société et lui redonne l'espoir. Telle est la tâche patiente à laquelle doivent se consacrer les socialistes dans les luttes sociales quotidiennes comme dans leur contre-propositions politiques.

Angers : rupture des accords d'union

(suite de la première page)

refusé, dire comment vous pouvez échapper, selon vous, aux suppressions d'emploi, expliquer votre méthode miracle qui permettrait à la fois de conserver les effectifs actuels et, d'éviter la faillite des transports urbains d'Angers sans faire payer les contribuables angevins.

«Les Angevins ne peuvent se satisfaire des litanies, des lieux communs sur les responsabilités de l'Etat, des subventions miraculeuses à réclamer en sachant qu'on ne les obtiendra pas, des pirouettes et tours de passe-passe qui laissent les problèmes posés.

«Je vous reproche, avec mes collègues socialistes et radicaux de gauche d'avoir trompé les travailleurs de la COTRA en leur laissant espérer ce que vous savez et reconnaissiez impossible dans les conversations privées. Les travailleurs de la COTRA découvriront un jour que ceux qui ont fait le plus de mal, à eux-mêmes et aux services publics des transports, ne sont pas ceux qui auront parlé un langage dur sans doute, difficile sûrement, de la vérité.

«J'ai écrit que vous utilisiez seulement leur mouvement pour servir les seuls intérêts de votre parti et sa stratégie. Je n'ai rien à retrancher. Je vous reproche d'avoir donné en tout cas l'image de la désunion de la gauche à Angers.

«Je vous reproche d'avoir donné à la droite locale l'occasion d'en tirer des arguments pour sortir de son surprenant silence et se répandre en propos démagogiques. Vous faites souvent référence au programme et au contrat municipal que nous avons signé ensemble, vous avez raison. Ce sont d'excellents documents que je connais bien puisque les socialistes en sont les auteurs. C'est parce que vous en avez alors accepté les règles qu'il y a eu une liste de l'union de la gauche.

«Ce que les socialistes et les radicaux de gauche vous reprochent aujourd'hui c'est de ne plus les respecter et de renoncer à donner aux Angevins l'image d'une gauche sérieuse profondemment responsable de ses actes et de ses choix devant les citoyens».

Jean Monnier

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC GERARD DELFAU

Natif de la vallée moyenne de l'Herault, il n'a jamais tout à fait quitté son pays, même si sa carrière universitaire l'a amené à voyager. C'est donc un professeur de faculté que les 2500 habitants de St André de Sangonis ont élu Maire en 1977 ; un homme pondéré, qui, faisant mentir les poncifs sur les méridionaux, affiche en permanence un calme serein.

«J'ai une vie bien remplie, compliquée mais cohérente, qui allie la pratique et la théorie. Pour la théorie mise en pratique, la mairie, une corresponsabilité au premier secrétariat de la Fédération de l'Hérault. Et pour la pratique de la théorie, le Secrétariat à la formation et mon professorat que je consacre aux rapports de l'histoire politique, sociale et culturelle avec la littérature. Et je trouve naturellement mon équilibre entre cette vie et moi-même grâce au passage sans rupture de l'un à l'autre»

- Dans un parti qui refuse la doctrine que signifie le mot «Formations» ?

«C'est une idée simple que j'ai décantée progressivement. Le mouvement socialiste est fait d'une richesse de courants, d'interprétations et de sensibilité. Et il ne faut pas chercher à isoler toutes ces composantes. C'est Jaurès qui me l'a fait comprendre : c'est la tradition française du socialisme.»

«Alors notre travail devient clair. Il faut permettre à tous les militants du Parti de se



trouver à égalité de parole, de telle manière que la notion de courant soit évacuée. Et à tous ces militants, il faut faire passer la ligne telle qu'elle est définie démocratiquement au Congrès, en l'expliquant contradictoirement. Nous avons pour cela une grille d'analyse avec quelques points de repère, un bagage historique et les réactions de la sensibilité aux problèmes d'actualité.»

- Vous ne cherchez pas à créer «un comportement socialiste» ?

«Non. Je pense que nous devons nous préoccuper des aspects de la personne liés à la vie pratique et politique. Il n'est pas question de toucher à sa personnalité.»

- Tes occupations universitaires et militantes semblent détachées de l'instant, contrairement à beaucoup de tes camarades du Secrétariat.

«Ce qui m'intéresse, c'est l'Histoire et aussi l'Histoire en train de se faire. Cela donne une impression de détachement, mais il ne faut pas s'y fier.»

CONFERENCE NATIONALE FORMATION

«Une école du socialisme»

Gérard Delfau, secrétaire national à la formation, entouré de ses deux délégués Colette Audry et Jacques Pomonti, et de toute son équipe, organise ce samedi une «conférence nationale des secrétaires fédéraux à la formation», à Paris. Avec plusieurs objectifs précis.

D'abord, faire le point avec les camarades sur l'organisation de la formation dans le Parti. Qu'est-ce que cette «école du socialisme» inscrite dans la motion de Metz ? Un serpent de mer ? - Non, une entreprise importante qui va incessamment se concrétiser, on expliquera comment. Les stages et séminaires «ancienne formule» se maintiendront-ils ? - Oui, et ils vont même être développés, avec la création de stages d'hiver. Y-a-t-il des brochures en préparation ? - Oui, plusieurs. Et ainsi de suite.

Mais au-delà de ces éléments à caractère essentiellement informatif, la conférence devra se consacrer à l'étude collective de deux questions :

1 - Comment contribuer, avec les moyens qui lui sont propres à l'accompagnement des campagnes et débats du Parti (énergie, problèmes économiques...) ? Dans un premier temps, comment contribuer à une discussion méthodique du projet socialiste ?

2 - Comment assurer une première et sérieuse formation de base des adhérents ? Comment rendre efficace et démultiplier la formation ?

Comme on le voit, il y a de quoi faire. Les débats n'épuiseront pas les sujets. Un premier bilan sera tiré lors d'une autre conférence, en février.

QUESTIONS ECRITES

Laurent FABIUS

demande au Secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre quelles mesures il entend prendre d'urgence afin que soient satisfaites les revendications légitimes formulées lors du Congrès National d'Elbeuf les 22-23-24 septembre derniers.

Pierre MAUROY

demande au Ministre des Affaires Etrangères si le Gouvernement envisage d'appliquer la résolution n° 337 du Conseil de l'Europe concernant le statut des objecteurs de conscience.

Ce samedi à Paris

ANIMATION DES RUES DU XIV^e^

Les sections du XIV^e^, les sections des artistes du spectacle et des artistes plasticiens organisent ce samedi un parcours d'animation à travers les rues de l'arrondissement sur le thème «Changer la Vie». Le cortège -parade et batteleurs- part à 14h de la Cité Fleurie et sera à 17h 35 sur l'esplanade de Maine Montparnasse, après plusieurs arrêts-spectacles en différents points du quartier. Edwige Avice, Paul Quilès et les élus municipaux participent à la manifestation.

AGENDA

13 OCTOBRE. Conférence des secrétaires Fédéraux à la Formation (FIAP, 30 rue Cabanis 75014 Paris)

14 OCTOBRE. **Fête de la rose** à Besançon.

14 OCTOBRE. **Michel Rocard** au «club de la presse» Europe 1 à 19 h.

15 OCTOBRE. Association des Journalistes de la Presse Etrangère. Lionel Jospin invité pour le Parti Socialiste.

16 OCTOBRE. **Meeting du Parti Socialiste** à Paris, Porte de Pantin.

17 OCTOBRE. Paris. **Réunion de maires socialistes des communes rurales.** Ordre du jour : La dégradation des services publics. (contact : Fédération des élus)

17 OCTOBRE. Journée nationale sur l'emploi et les collectivités locales (Fédération des élus)

18 OCTOBRE. **Rencontre avec la presse étrangère.** François Mitterrand et Lionel Jospin.

18 OCTOBRE. Luxembourg, **Parlement Européen.** Réunion du groupe Socialiste qui travaillera toute la semaine à la préparation de la séance pléniaire (du 24 au 28) et à la préparation budgétaire.

POUR UNE CHARTE SOCIALISTE DES PARCS REGIONAUX

Le Parti Socialiste organise pour la fin de l'année à Lourmarin un colloque consacré au problème des Parcs Régionaux et dont les travaux devraient aboutir à un projet de Charte des parcs régionaux et, peut-être, nationaux. Les fédérations sont invitées à mettre en place, dans cette perspective, des délégations auxquelles les élus concernés seront également appelés à participer.

Riposte *La Lettre de l'Unité*
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

" NOUS NOUS VOULONS VIVRE. VIVRE LIBRE. VIVRE MIEUX. NOUS REJOIGNONS LE PARTI SOCIALISTE MAINTENANT ".

Hôpitaux bretons : vers une paralysie financière

Depuis le début de l'année, une série de décisions gouvernementales incohérentes et nocives héritées de la «bonne Madame Veil» ont pour effet de paralyser progressivement les hôpitaux publics, accusés d'être les fossoyeurs de la Sécurité Sociale.

En effet, la circulaire du 29 mars 1979 interdit le vote de budgets supplémentaires et l'ouverture de crédits nouveaux, même lorsqu'il y a des recettes supplémentaires.

Cette mesure abérrante, bloque le fonctionnement de bon nombre d'établissements. Dans le Finistère par exemple, à Morlaix, le conseil d'administration de l'hôpital a dû voter un budget supplémentaire, constatant une insuffisance de crédits de près de 3 millions (dont 600 000 francs de taxe sur les salaires dûs à l'Etat) et un déficit prévisionnel d'environ 5 millions. Les mandats sont déjà bloqués, et une priorité dans les paiements a dû être adoptée pour assurer la paie du personnel. D'ici à la fin de l'année, l'établissement doit en effet rembourser 5 millions 200 mille francs d'avances à la sécurité sociale.

Dans ces conditions, le Préfet prendra-t-il la responsabilité de ne pas approuver le budget supplémentaire ? De nombreux autres établissements du département sont dans la même situation.

Au centre hospitalier régional de Brest, le conseil d'administration a voté un budget supplémentaire de 7 millions. Au centre hospitalier de Quimper, des services ont été fermés. A l'hôpital de Landerneau, le personnel auxiliaire, indispensable à la marche de l'établissement, devra être licencié faute de crédits.

A Quimperlé, Concarneau, Carré, le manque de crédits s'élève aussi à plusieurs millions de francs et les conseils d'administration s'apprêtent, dans les jours qui viennent, à voter un budget supplémentaire.

Jusqu'où ira le gouvernement dans la paralysie générale du système public d'hospitalisation ?

Amendes : répression accrue

La gauche refuse

L'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi du gouvernement augmentant de façon considérable le montant des amendes de police. A partir du 1er octobre un excès de vitesse contera de 400 à 1200 F. et pourra atteindre 6000 F. en cas de récidive.

Les groupes de gauche ont voté contre ce projet. Nous publions un résumé de l'intervention de **Raymond Forni**, exprimant la position des députés socialistes.

«Légiférer suppose une certaine cohérence dans la démarche. On a pu penser, cet été, que celle du gouvernement était cohérente. En effet, trois textes étaient annoncés avec grand tapage dont nous pensions que le Parlement serait simultanément saisi. (...) Mais, de recul en recul, deux des trois projets ont été renvoyés sine die -c'est-à-dire enterrés- (...) Depuis longtemps, les Socialistes réclament une discussion d'ensemble sur le «recentrage» des différentes infractions et demandent qu'on comble les lacunes de notre arsenal pénal dans le domaine économique, en ce qui concerne «la délinquance en col blanc». Au lieu de cela, le gouvernement nous présente un texte squelettique dont le contenu reflète cependant l'incohérence de sa démarche.

«Ainsi, le taux des amendes correctionnelles fixé en 1958 a été augmenté de 14,5% à 33% en 1977. Pour les amendes contraventionnelles, l'augmentation proposée aujourd'hui est de 300% pour le taux maximum ! (...)

Sans tenir compte des revenus

«Enfin, plus que jamais, selon que vous serez puissant et misérable, la justice vous rendra blanc ou noir. La proportion entre 600 et 1600 francs ne reflète pas les différences de moyens de contrevenants. Une amende de 120 F. pour stationnement irrégulier est relativement facile à supporter par ceux qui disposent de revenus considérables. Il n'en est pas de même pour celui qui ne gagne guère plus que le SMIC.

«Nous aurions souhaité une discussion d'ensemble sur l'harmonisation du Code pénal. Une fois de plus, vous nous proposez de légiférer par petits bouts. Nous le regrettons et nous nous opposerons à votre projet»

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

Abonnement à 1 an : 250 F.
Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Chômage : une bonne nouvelle ?

C'est paraît-il une «bonne nouvelle». Le chômage devrait régresser, un peu, en septembre.

Certes les chiffres corrigés des variations saisonnières, probablement les plus significatifs, vont dans ce sens. Mais les chiffres bruts, eux, vont en sens inverse.

Les laudateurs officiels ne prennent en compte, cette fois comme les autres, que les indications qui les arrangent...

Bonne nouvelle ? Certes, c'est la première fois depuis longtemps que l'on n'assiste pas à un nouveau «record» de chômage. Et tout le monde s'en félicitera. De là à entonner des cantiques à la gloire des «entreprises qui embauchent» il y a un pas franchi avec une aisance fabuleuse par certains commentateurs.

Orientation à la hausse

Car tout le monde sait, y compris les experts les plus officiels que la tendance est fondamentalement orientée à la hausse du chômage pour les prochains mois. L'OCDE affirme qu'un taux de croissance de 4,5 % est nécessaire en France pour commencer à résorber le chômage. Or, la croissance ne dépassera pas 3,5 % en 1979 et probablement pas 2 % en 1980. Tout ceci, bien sûr, en restant dans la même logique économique.

A quoi s'ajoute que «l'amélioration de l'emploi» constatée tient pour une large part au «Pacte pour l'emploi des jeunes». Celui-ci, comme ceux qui l'on précédé, consiste à maquiller les chômeurs en pseudo-salariés pour quelques temps, à coup de subventions publiques. Hélas, la plupart des bénéficiaires risquent de rentrer dans le rang des chômeurs à la fin du Pacte.

La réforme des services postaux inquiète la presse

La Fédération Nationale de la Presse française s'inquiète de la réforme préparée au Ministère des PTT. Sa commission plénière a adopté la notion suivante : «La commission plénière de la fédération nationale de la presse française réunie le 11 octobre 1979, a appris avec stupéfaction et indignation l'existence d'un plan de réforme du service postal, qui devait être prochainement remis au gouvernement.

Selon ce plan, les journaux quotidiens ne seraient plus distribués à l'avenir que le surlendemain de leur parution, et les aides que l'état apporte traditionnellement aux lecteurs sous forme de tarifs spéciaux de routage, seraient fortement réduites.

L'annonce de ces intentions, alors même que sont en cours les travaux d'une table ronde sur ce sujet, voulue par le gouvernement lui-même, inquiète profondément la presse, qui souhaiterait un démenti rapide de cette information».